

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Paris, le 16 septembre 2025



MaPrimeRénov' : retour à la case départ !

Depuis 5 ans, la Journée contre la précarité énergétique alerte sur un phénomène social et environnemental qui touche encore des millions de Françaises et de Français. Mais alors que la rénovation énergétique est l'un des principaux leviers de la lutte contre ce fléau, l'État montre une inconstance préjudiciable aux ménages les plus précaires à travers ses voltefaces sur les aides financières. En effet, quelques heures à peine avant son départ de Matignon, l'ex-Premier ministre François Bayrou a fait passer in extremis des décrets qui mettent un coup de massue sur la rénovation énergétique.

En 2024, les organisations qui portent la Journée plaçaient beaucoup d'espoir dans la réforme qui augmentait les aides MaPrimeRénov'. Concrètement, avant la réforme, un foyer très modeste vivant dans un logement passoire thermique pouvait percevoir au maximum 20 000 euros d'aides publiques. Grâce à la réforme, celles-ci pouvaient atteindre jusqu'à 63 000 euros, permettant de tendre vers un reste-à-charge de zéro, condition essentielle à une sortie durable de la précarité énergétique.

Mais c'était sans compter la stratégie "1 pas en avant, 3 pas en arrière" du gouvernement. La réforme à peine lancée, le budget de MaPrimeRénov' baissait d'1 milliard d'euros. Mi 2025, les caisses de la rénovation énergétique étant, sans surprise, quasi vides, l'État a suspendu les aides à la rénovation globale pendant 3 mois, puis les a réouvertes fin septembre, en divisant leur montant par deux et en limitant les dépôts de dossiers à quelques dizaines de milliers de logements parmi les plus énergivores. Autre évolution, l'exclusion de l'isolation des murs et de l'installation de chaudières biomasse de la liste des travaux éligibles à « MaPrimeRénov' par geste ».

Il n'y a pas d'économies à faire en matière de lutte contre la précarité énergétique, dont les bénéfices sociaux et écologiques sont largement connus. C'est pourquoi, à l'occasion de la prochaine édition de la Journée contre la précarité énergétique qui se tiendra le 18 novembre, ses associations organisatrices demandent au gouvernement de revenir aux ambitions initiales de la réforme de MaPrimeRénov' qui priorise les rénovations globales et les ménages précaires, avec un budget sincère à hauteur de 4 milliards d'euros.

Le programme complet des événements, qui s'enrichira d'ici novembre, est à découvrir [ici](#).

Contact presse : Alice Dekker • alice@alicedekker-rp.fr • 06 16 58 21 60

www.journee-precarite-energetique.fr

